

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,
D'ÉLEVAGE ET DE MARAÎCHAGE
(FINISTÈRE)**

(22 septembre 1981)

(Etendue par arrêté du 12 mars 1982,
Journal officiel du 8 avril 1982)

AVENANT N° 43 DU 14 MARS 2005 (1)

NOR : AGRS0597063M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du
Finistère ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de l'agriculture du Finistère,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFTC du Finistère ;

L'union départementale de la confédération française de l'encadrement
CGC,

D'autre part,

les représentants patronaux agissant en vertu d'une délibération spéciale de
leur syndicat, les représentants ouvriers en vertu des dispositions statutaires
de leur organisation, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective du 22 sep-
tembre 1981 réglementant les conditions de travail et de salaires dans les
exploitations de polyculture, d'élevage et de maraîchage du département du
Finistère sont remplacées par les suivantes :

En application de l'article 13 et sous réserve des dispositions légales rela-
tives au salaire minimum interprofessionnel de croissance, les salaires
horaire au 1^{er} avril 2005 sont fixés comme suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Salaires horaires au 1^{er} avril 2005

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
I	1	11	7,61
	2	12	7,70
II	1	21	7,80
	2	22	7,90
III	1	31	8,00
	2	32	8,30
IV	1	41	8,70
	2	42	9,30

Salaires horaires au 1^{er} avril 2005

COEFFICIENT cadres	SALAIRE HORAIRE (en euros)
300	11,82
350	13,23
400	14,61

Article 2

L'article 30-1 de la présente convention collective intitulé « Formation professionnelle » est intégralement remplacé par les dispositions suivantes :

A partir de l'année 2005, le taux et le mode de recouvrement de la cotisation formation professionnelle seront conformes aux dispositions et aux modalités prévues par les accords nationaux du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera remis à chacune des organisations syndicales.

Fait à Quimper, le 14 mars 2005.

(Suivent les signatures.)